

## C'est bien meilleur le matin

Mercredi 8 février 2012

8H35 - Dick Howard, professeur de philosophie politique à la Stony Brook University, dans l'État de New York

---

### Suggestion de présentation

On a abondamment parlé des primaires républicaines au cours des dernières semaines et comme rien de majeur ne risque d'arriver de ce côté là avant le « Super Tuesday », le fameux « Super mardi » du 6 mars prochain, nous allons plutôt parler des enjeux idéologiques des élections présidentielles de novembre... Et pour se faire, je vais rejoindre le professeur de philosophie politique à la Stony Brook University dans l'état de New-York...

Bonjour M. Howard!

- 1) On n'entend plus beaucoup parler du fameux Tea Party qui avait tant bouleversé la scène politique au moment des élections pour le Congrès en 2010... Il n'a tout de même pas complètement disparu?

NOTE DH : Il est présent, mais comme une sorte de spectre idéologique qui hante la scène des primaires. C'est ainsi que Rick Santorum, vainqueur surprise des trois primaires (ou caucus) d'hier, fait appel à son soutien... alors qu'il était plutôt le candidat des conservateurs sociaux (anti-avortement, etc), et qu'il était critiqué pour ses votes de subventions (« earmarking ») quand il était sénateur ! En tous les cas, c'est encore un signe que les primaires vont durer, comme je le dis depuis le début.

On peut illustrer cette présence idéologique en regardant la course pour le sénat qui se dessine au Massachusetts. C'est une élection doublement symbolique : il s'agit du siège au Sénat de Teddy Kennedy, pilier du libéralisme mort l'année passée; et le siège qui fit perdre aux démocrates le contrôle du sénat. En effet, celui qui a gagné l'élection partielle pour remplacer Kennedy, Scott Brown, remportait le siège du fait d'une campagne populiste contre une démocrate perçue comme élitiste qui avait fait la gaffe monumentale de parler du « siège de Ted Kennedy », ce qui permit à Scott Brown de faire remarquer qu'il s'agit du « siège du peuple de Massachusetts ».

Cette année, la candidate démocrate sera sans doute Elizabeth Warren, qui s'est fait connaître pour la création de l'Office de Protection du Consommateur. Mme. Warren a défini sa candidature dans un discours informel qui est devenu « viral » sur U-Tube. Je cite quelques phrases : « Il n'y a personne dans ce pays qui soit devenu riche par ses propres moyens. Personne. Vous avez construit une usine. Bravo. Mais soyons clair : vous avez transporté vos produits au marché sur des routes payées par nous autres. Vous avez engagé des ouvriers dont nous autres avons payé l'éducation... ».

Je n'ai pas besoin d'y insister: il s'agit d'une sérieuse mise en question de l'individualisme forcené qui, de façon paradoxale, anime le populisme du Tea Party. Car, au delà de l'intérêt des 1% qui contrôlent l'économie, ce mouvement politique prétend aussi ramener l'Amérique à ses racines démocratiques.

- 2) Ce paradoxe que vous décrivez est également cristallisé dans le titre du nouveau livre du journaliste et auteur Thomas Franks, « Pity the Billionaire » qui peut se traduire en quelque sorte par « Ayez pitié des millionnaires... »... Pourquoi ce titre ironique selon vous?

NOTE DH : Comme dans ses précédents livres, Thomas Franks se demande pourquoi les gens soutiennent des causes qui contredisent leurs propres intérêts. Sa thèse est simple, mais ses arguments sont souvent intéressants, et sa plume est vive. La thèse, c'est qu'ils sont aveuglés par l'idéologie individualiste, qui est un comportement qui de petit propriétaire, artisan, boutiquier, restaurateur... Ces hommes et femmes croient ferme au marché et sa loi objective et neutre ; et ils dénoncent les ingérences du gouvernement dans LA logique du marché — par exemple, le soutien de Wall-Street lors de la crise en 2008.

Qui plus est, pour eux, le marché, c'est aussi la démocratie en ce sens que chacun bénéficie (ou perd) selon son effort individuel. Thomas Franks souligne le fait qu'en réalité ceux qui profitent, et profiteront, de ce mouvement populiste sont les riches, les milliardaires, qui prétendent pourtant être les victimes des ingérences du gouvernement, qui taxe leur richesse, règle leurs business, et prétend agir à la place de ce marché libre qu'ils considèrent comme le fondement de la démocratie.

Comme je le dis, la thèse est simple, et simplificatrice — mais les détails de la démonstration sont intéressants, et la mise en contexte historique souvent utile. Mais les remèdes pratiques de l'auteur sont décevants : selon lui, le vrai populisme était celui de la New Deal. Le fait que Barack Obama n'ait pas suivi ce modèle, qu'il ait par exemple nommé des gens de Wall Street comme conseillers économiques, explique la raison des difficultés qu'il risque d'avoir en novembre.

- 3) Mais la comparaison avec le New Deal pourrait rebondir à la faveur d'Obama, car c'est lui qui a réalisé ce qui échappait aussi bien à Roosevelt qu'à Truman : la réforme du système des assurances santé! Étrangement, on ne lui accord pas de crédit pour cette victoire... Pourquoi selon vous?

NOTE DH : Il y a deux critiques de cette réforme. Du côté de la gauche progressiste du parti démocrate, on lui reproche d'avoir passé trop de compromis avec les institutions existantes, surtout les assureurs privés. On aurait souhaité ce qu'on appelait, sans bien le connaître, « le système canadien » du payeur unique. Du point de vue de la raison pure, c'est une critique plausible; mais vues les réalités politiques, elle est trop simple. On pourra mieux juger quand on aura pris en compte les critiques républicaines.

La critique républicaine se résume dans le procès qui va se dérouler devant la Cour suprême à la fin mars.

4) Et justement, quel est le véritable enjeu de cet exercice selon vous?

L'enjeu est simple : afin de créer un système d'assurances universelle — pour remplacer l'actuel système que laisse quelques 40-50 millions de non assurés — la nouvelle loi impose l'obligation à chacun d'acheter (sur un marché réglementé, composé de compagnies privées concurrentes) une police minimale d'assurance santé.

C'est évidemment la seule manière de rendre rentable et équitable le projet. Or, l'objection revient à cette idéologie individualiste, et anti-gouvernementale (il y a bien sûr une question constitutionnelle qui concerne la réglementation du commerce entre les états). Si le gouvernement peut m'imposer l'obligation d'acheter une assurance, non seulement il enfreint ma liberté personnelle... mais qu'est-ce qui l'empêcherait de m'imposer d'autres obligations — par exemple, de manger du brocoli, d'aller à la gym... ?

5) Et justement, le Congrès est rentré de ses vacances... Il s'est tenu calme pendant le Discours sur l'état de l'union du président Obama... Que va-t-il se passer au Congrès maintenant? Un nouveau blocage en vue... ou la fin des politiques partisanes que souhaite Obama?

NOTE DH : À l'opposé de la rentrée de l'année dernière, les républicains se tiennent plutôt coi. Leurs leaders savent que leur politique du refus, et leurs menaces de fermer Washington si on n'acceptait pas leurs réductions budgétaires et leurs refus de toute réglementation, risquent d'être utilisés contre le parti en novembre. Ils ne veulent donc pas donner des armes aux démocrates. Mais les leaders ne contrôlent pas nécessairement la troupe, le Tea Party dont on a parlé tout à l'heure risque de se manifester comme une force d'opposition au sein de l'opposition.

D'ici la fin février, le congrès devra décider s'il vote la prolongation de la baisse des cotisations sociales qui vient à expiration à la fin février. Il va sans doute finir par la voter, mais il y aura des dissensions dans leurs rangs. Et cela préparera le débat à venir sur la prolongation des grandes baisses d'impôts du gouvernement Bush qui viennent à expiration le 1 janvier. Il s'agit des milliers de millions de dollars... et on peut imaginer que se seront les résultats des élections de novembre qui décideront... D'ici là, les escarmouches législatives continueront, mais la scène ne changera pas avant les élections.